

20 Février 1935

De quoi s'agit-il ?

L'heure doit être grave pour que de divers côtés on croie nécessaire d'en appeler à la sagesse et au sang-froid des libanais.

Mais en vérité que peut-on craindre ? La grève de samedi ne s'est point prolongée, elle n'a donné lieu à aucun incident, - alors que dans bien des pays « libres », on eut eu à déplorer des désordres qui sont de règle en pareil cas. Si vraiment toute l'agitation présente n'est due qu'à la question du Monopole, au moment précis où l'établissement du Monopole doit être ou non décidé, le pays reste aussi calme qu'à l'ordinaire. Les casques qu'on fait briller dans les postes de police ne serviront à rien. Du sang-froid ? Les libanais en montrent beaucoup. C'est à force de leur en demander qu'on finira par leur faire croire qu'il leur en manque.

L'énervement qu'on perçoit a des causes autrement profondes que l'hostilité précise manifestée dans certains milieux contre un monopole. De quoi s'agit-il donc ? Comme disent les généraux.

On assiste bien à un conflit très net sur l'opportunité d'un projet économique. Mais une fois de plus, si ce conflit est sérieux, son règlement ne viderait pas le fond de la querelle.

Il s'agit en réalité de l'opportunité d'une politique et d'un système gouvernement. Ce gouvernement, ceux qui l'ont institué ont dû le juger bon : ceux qui protestent aujourd'hui le jugent inacceptable. Des modifications de détails ne changeront rien parce que ce ne sont pas des détails qui sont à la base du conflit : c'est le régime tout entier qui paraît en jeu.

Qu'on ne s'effraye pas des mots : dans un régime démocratique, quand le gouvernement ne convient plus, on le change. La rue n'a pas à intervenir parce que le Parlement, qui est là pour la représenter se charge de régler le conflit entre le gouvernement et l'opinion. Mais chez nous, la représentation nationale est impuissante.

Parce qu'ils veulent que la situation s'améliore et parce qu'ils estiment qu'il faut un changement pour ne pas faire la part trop belle à ceux qui ne demandent qu'à exploiter le mécontentement populaire, certains libanais se voient obligés de prendre l'initiative de l'action. Et ils n'ont que faire du sang-froid qui consisterait à se tourner les pouces.

Qu'on ne s'y trompe pas : la grève de Samedi, tout en protestant contre le régime, n'en a pas moins, en exprimant calmement, dignement et loyalement la protestation du pays, rendu au régime un fier service.

Les libanais de bonne volonté savent qu'un changement est indispensable. Nous sommes convaincus que les Français de bonne volonté le pensent aussi.

Il en coûte parfois de dire exactement sa pensée. Mais nous n'aurions pas d'excuse si, en ce moment, nous ne l'exprimions qu'à moitié. La situation, pour nous, ne peut donc se résumer qu'ainsi :

C'est parce qu'il lui importe de conserver dans sa meilleure forme, la collaboration Franco-Libanaise, sans laquelle il ne conçoit aucune politique, que le pays demande au mandat de modifier sa politique actuelle.